

# La mobilisation s'organise contre l'antenne-relais



Anto Tomasini, un des initiateurs de la mobilisation.



Pendant cette réunion d'information, plusieurs administrés ont annoncé la création d'un collectif. PHOTOS M. B.

Le rendez-vous était donné à 18 heures, juste devant la mairie de Travu. Ils étaient un peu plus de vingt habitants de la commune à s'être rassemblés ce samedi contre une éventuelle installation de la 5G, à quelques mètres seulement de là. Plus concrètement, ils demandent le déplacement définitif d'une antenne-relais qui se trouve à proximité immédiate de zones habitées, du centre médical et du groupe scolaire du village. Et, ils comptent bien se battre pour empêcher le fonctionnement de l'équipement. « S'ils réussissent à rendre opérationnelle l'antenne et à installer la 4G, ils y mettront un boîtier 5G très rapidement », prédit Anto Tomasini, un des initiateurs de la mobilisation. « Cette 5G, elle nous fait peur. Et à juste titre. Des rapports ont été réalisés dans différents pays pour montrer que les conséquences sur la santé, l'environnement et l'esthétique de la ville sont désastreuses », ajoute-t-il, devant un public attentif.

Installée il y a trois ans sur un terrain privé par l'opérateur Free, l'antenne-relais n'est toujours pas

opérationnelle. Et pour cause, plusieurs riverains s'étaient opposés à l'intervention des équipes techniques lors de son implantation. Parmi eux, Julie-Marie Tomasini dont la maison est située à un mètre seulement de l'objet de la discorde. « Du jour au lendemain, je me suis réveillée avec cette grosse antenne juste devant chez moi. Personne n'avait pris la peine de me prévenir », raconte-t-elle. Avant d'ajouter : « Si elle n'est pas déplacée, je partirai d'ici. Mais qui voudra bien m'acheter ou me louer cette maison avec ce gros bout de métal juste en face ? » Julie-Marie estime que son bien a perdu au moins 30 % de sa valeur.

## Création d'un collectif

Avant d'évoquer des actions concrètes à mener dans les prochaines semaines, voire dans les mois à venir, plusieurs thématiques diverses ont été abordées : l'utilisation des données personnelles, les dangers des ondes sur la santé, la pollution lumineuse des satellites, laissant place à certains désaccords. Mais après

plus d'une heure de discussions, plusieurs pistes ont été tracées. Dans un premier temps, les administrés se sont entendus pour créer un collectif, qui sera très prochainement déclaré à la préfecture. « Il faut que nous communiquions mieux, qu'on se professionnalise pour sensibiliser tout le monde. Il faut aider les gens à prendre conscience de la dangerosité de ces antennes », justifient-ils.

## Résiliation du contrat

Attentif, le maire de Ventiséri, François Tiberi, a lui aussi pris part au débat et apporté son soutien au futur collectif. « J'ai rencontré le propriétaire du terrain sur lequel l'antenne-relais a été installée. Dans les prochains jours, nous avons rendez-vous ensemble avec un avocat pour voir s'il est possible de résilier le contrat qu'il a signé avec l'opérateur », a-t-il annoncé. Une démarche qui pourrait aboutir au déplacement de l'antenne-relais sur une zone non habitée. Mais du côté des protestataires, difficile de se réjouir. « À mon avis, ça ne se fera

pas. Un contrat avec des gros opérateurs comme Free, ça ne se résilie pas comme ça. Ils sont armés pour contrer ce genre de décision », explique Véronique Bergonzi. En cas d'échec, les administrés de Travu passeront à la vitesse supérieure en organisant notamment des manifestations. « Nous ne nous laisserons pas faire », lance Anto Tomasini.

MARGAUX BAROU



L'antenne-relais a été installée à un mètre de la maison de Marie-Julie Tomasini.